

Jay Rowell  
Anne-Marie Saint-Gille  
(éds)

# **La société civile organisée aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : perspectives allemandes et françaises**



**Septentrion**  
MÉMOS UNIVERSITAIRES

## La société civile organisée aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : perspectives allemandes et françaises

La société civile est un concept qui a émergé de façon spectaculaire depuis les années 1980. Cette notion plurivoque et pluridimensionnelle a été reprise de manière intensive dans les démocraties occidentales et les organisations supranationales qui se sont appuyées sur les connotations utopiques et émancipatrices du concept pour réenchanter la démocratie.

Irriguant un ensemble de champs sociaux et politiques, déployée aussi bien par les gouvernants, les organisations non gouvernementales et les observateurs et commentateurs des évolutions sociales, la thématique de la société civile s'est imposée aujourd'hui comme un « prêt à penser ».

Ce livre propose une mise à distance critique de la notion de « société civile organisée » en interrogeant les pratiques et les usages qui peuvent être reliés à la société civile en Allemagne et en France du début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la période contemporaine. En mobilisant des analyses empiriques diverses – allant des chambres de commerce aux mouvements altermondialistes en passant par les associations culturelles, cultuelles, économiques ou sportives – ce livre permet de déconstruire les lieux communs et de saisir l'articulation mouvante entre l'État, les groupes sociaux organisés et l'individu dans deux aires politico-culturelles différentes, observées jusque dans leur recouplement et leur éventuelle porosité.

*ciera*

Centre d'enseignement d'études et de recherche sur l'Allemagne

Illustration de couverture : Défilé d'une association de gymnastique de la ville de Brandebourg lors d'une commémoration pour les héros de la Grande Guerre. Juillet 1924. © Deutsches Bundesarchiv (German Federal Archive), Bild 102-00527.

F 112347  
ISBN : 978-2-7574-0165-1  
ISSN : 1284-5655  
Maquette : Nicolas Delarguillère

25 €

9 782757 401651

**Jay Rowell**, Chargé de recherche au CNRS, Groupe de sociologie politique européenne, Université de Strasbourg.  
**Anne-Marie Saint-Gille**, Professeur de civilisation germanique à l'Université Lumière-Lyon 2, Équipe de recherche « Langues et Cultures Européennes »,

**Julien Auboussier**, Université Lumière-Lyon 2

**Gérard Bodé**, INRP, Paris

**Niall Bond**, Université Lumière-Lyon 2

**Axelle Brodiez**, Université Lumière-Lyon 2

**Pierre Chamard**, Université Lumière-Lyon 2

**Alain Chatriot**, CNRS-EHESS

**Guillaume Courty**, Université Paris-X Nanterre

**Guillaume Garner**, Mission Historique Française, Göttingen

**Joachim Häberlen**, Université de Chicago

**Ariane Jossin**, Centre Marc Bloch, Berlin

**Philippe Lacombrade**, Université de Montpellier

**Rachid L'Aoufir**, Berlin

**Alain Lattard**, Université Paris III-Sorbonne Nouvelle

**Pierre Lenel**, LISE-CNRS

**Catherine Maurer**, Université de Strasbourg

**Margarete Mehldorn**, Université de Kiel

**Silke Mende**, Université de Tübingen

**Igor Moullier**, École Normale Supérieure de Lyon

**Katharina Niemeyer**, Université de Genève

**Michel Offerlé**, École Normale Supérieure

**Anne-Marie Pailhès**, Université Paris X-Nanterre

**Paul Pasteur**, Université de Rouen

**François Roth**, Université Nancy 2

**Jay Rowell**, CNRS-Université de Strasbourg

**Grégoire Salle**, CNRS-Université Lille 1

**Anne-Marie Saint-Gille**, Université Lumière-Lyon 2

**Julia Schmidt-Funke**, Université de Mayence

**Sylvie Toscer-Angot**, Université Paris XII-Val de Marne

Les Presses Universitaires du Septentrion

sont une association de six universités :

- Université des Sciences et Technologies de Lille, Lille 1,
- Université du Droit et de la Santé, Lille 2,
- Université Charles-de-Gaulle – Lille 3,
- Université du Littoral – Côte d'Opale,
- Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis,
- Fédération Universitaire Polytechnique de Lille.

La politique éditoriale est conçue dans les comités éditoriaux.  
Six comités et la collection « Les savoirs mieux de Septentrion » couvrent les grands champs disciplinaires suivants :

- Acquisition et Transmission des Savoirs
- Lettres et Arts
- Lettres et Civilisations Étrangères
- Savoirs et Systèmes de Pensée
- Temps, Espace et Société
- Sciences Sociales

Publié avec le soutien  
de l'Agence Nationale de la Recherche,  
du Conseil Régional Nord-Pas de Calais

Presses Universitaires du Septentrion, 2010  
www.septentrion.com  
/illeneuve d'Ascq  
rance

toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite (article L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle) et constitue une contrefaçon.

l'autorisation d'effectuer des reproductions par photocopie doit être obtenue auprès du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (CFC) 20 rue des Grands-Augustins à Paris.

ISBN : 978-2-7574-0165-1

ISSN : 1284-5655

Imprimé en France

## Table des matières

### INTRODUCTIONS

De l'idéal-type de société civile à la société civile incarnée : pour une approche empirique et plurielle ..... 13

Jay ROWELL  
et Anne-Marie SAINT-GILLE

Cette société que l'on dit à présent civile ..... 21

Michel OFFERLÉ

### PREMIÈRE SECTION

#### LES MOTS ET LA CHOSE

Les modes conceptuelles de la science politique française

Du «groupe de pression» au «Lobby» ..... 31

Guillaume COURTY

La « société civile » et ses expressions en Allemagne ..... 45

Niall BOND

Regards croisés sur la représentation de la société civile organisée en Allemagne et en France dans les années 1920 ..... 59

Alain CHATRIOT

Les associations, les meilleures garantes de la stabilité politique et idéologique de l'Autriche du vingtième siècle ? ..... 73

Paul PASTEUR

## DEUXIÈME SECTION

RELATIONS AVEC LE MONDE ÉCONOMIQUE  
ET LE MONDE DU TRAVAIL

Société civile et crises monétaires au XIX <sup>e</sup> siècle .....	91
Rachid L'AOUFIR	
Lobbyisme économique et mission politique.	
Les libraires-éditeurs allemands et l'émergence de la société civile	
au début du XIX <sup>e</sup> siècle. ....	105
Julia A. SCHMIDT-FUNKE	
Des corps intermédiaires face à la tradition jacobine : les chambres de	
commerce sous la III <sup>e</sup> République (1871-1939).....	119
Philippe LACOMBRADE	
<i>Selbstverwaltung der deutschen Wirtschaft</i> : la formation professionnelle	
allemande entre État, marché et société.....	135
Alain LATTARD	
Corporations et formation professionnelle en Allemagne entre	
archaïsme et modernité : les fondements de l'enseignement dual	
à partir de l'exemple de l'Alsace-Lorraine .....	147
Gérard BODÉ	
Les voix agricoles de la société civile.	
L'exemple de l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles.	
(1888-1914).....	159
Pierre CHAMARD	

## TROISIÈME SECTION

## PRATIQUES ET USAGES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile organisée par l'État ?	
Société civile, expertise statistique et administration en Allemagne au	
tournant des XVIII <sup>e</sup> et XIX <sup>e</sup> siècles.....	177
Guillaume GARNER	
L'équivoque de l'État de droit. Société civile et question carcérale.....	189
Grégory SALLE	
Société civile mondiale et antimondialisation dans la presse en France	
et en Allemagne .....	203
Julien AUBOUSSIER	
Katharina NIEMEYER	

« Small is beautiful ».	
Le mouvement vert en Allemagne de l'Ouest entre mouvements	
sociaux et institutions officielles .....	215
Silke MENDE	
Communautés alternatives en Allemagne de l'Est depuis 1990 : des	
laboratoires utopistes de l'Allemagne réunifiée ? .....	227
Anne-Marie PAILHÈS	
Les « habitants » et la société civile :	
les enseignements du Théâtre de l'opprimé .....	243
Pierre LÉNEL	
QUATRIÈME SECTION	
RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	
ET LA SPHÈRE PUBLIQUE	
La société civile dans l'État : organismes consultatifs, expertise et	
représentation de la société civile sous le Consulat et l'Empire.....	261
Igor MOULLIER	
Indépendance du sport ou lieu de politisation :	
la relation problématique entre le mouvement sportif ouvrier	
et les partis ouvriers à la fin de la République de Weimar .....	275
Joachim HÄBERLEN	
Les associations franco-allemandes en Allemagne depuis 1945.	
Histoire, fonction politique et modes d'action .....	287
Margarete MEHDORN	
Passerelles entre mouvements protestataires et sphères partisanes	
Une comparaison franco-allemande .....	301
Ariane JOSSIN	
CINQUIÈME SECTION	
L'IMPOSSIBLE AUTONOMIE DU MONDE ASSOCIATIF ?	
La société catholique organisée aux XIX <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> siècles :	
de l'Allemagne à la France, l'impossible autonomie de	
la <i>Caritas d'Alsace</i> ? .....	321
Catherine MAURER	
Les Églises chrétiennes, acteurs de la société civile depuis la	
Seconde Guerre mondiale : une comparaison franco-allemande.....	335
Sylvie TOSCER-ANGOT	

Les associations catholiques dans la Lorraine annexée à l'Empire allemand, 1890-1918 .....	347
François ROTH	
L'humanitaire, mode de mobilisation des sociétés françaises et allemandes depuis 1945 .....	363
Axelle BRODIEZ	

## Introductions

## Société civile mondiale et antimondialisation dans la presse en France et en Allemagne

Julien AUBOUESSIER  
(Université Lumière Lyon 2)

Katharina NIEMEYER  
(Université Lumière Lyon 2, université de Genève)

Quand, en décembre 1999, 50 000 personnes se rassemblent à Seattle à l'appel de nombreuses et diverses organisations, notamment à l'appel des syndicats de salariés américains, la presse française traite largement du rassemblement et, assez rapidement, la couverture médiatique de la réunion de l'OMC est concurrencée par celle du contre-sommet. En Allemagne, le traitement médiatique de Seattle fut assez pauvre :

Ce n'est qu'après que l'on ait pris conscience de l'ampleur et de l'impact de la contestation grâce à la couverture média dans la presse internationale et les comptes rendus produits par les mouvements transnationaux que, rétrospectivement, Seattle devient une référence symbolique importante<sup>1</sup>.

Au-delà de ce décalage dans la prise en compte de la contestation, la presse des deux pays s'accorde dans l'après-Seattle à faire des mouvements anti- ou altermondialistes<sup>2</sup> le relais d'enjeux collectifs situés à l'échelle planétaire. À ce titre, les mouvements antimondialistes offrent à la presse un espace discursif qui encourage le recours à la notion de « société civile

1-Rucht Dieter, Teune Simon, Yang Mundo, « Genèse des mouvements altermondialistes en Allemagne » dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, Sommier Isabelle, Fillieule Olivier, Agrikoliansky Eric (dir.), Paris, Karthala, 2007, p. 123.

2-Puisque cet article s'attache principalement à la période qui se situe entre le sommet de Seattle et l'immédiat après-11 Septembre, nous privilierons le terme alors largement utilisé d' « antimondialisation ». Nous reviendrons sur les enjeux soulevés par l'évolution terminologique et qui ont encouragé, en France, le passage d'anti- à alter-.

mondiale (ou internationale) » et qui participe ainsi à inscrire ce fait politique au cœur du contexte contemporain de mondialisation des échanges.

L'étude s'attache à l'usage médiatique de la notion de « société civile mondiale (ou internationale) » à travers le rapport qu'elle entretient à l'antimondialisation ; et ce en prenant en compte le contexte de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler « la crise de la représentation ». La phase préliminaire, quantitative, visait à repérer et comparer des fréquences d'usage. Il s'agissait de rechercher dans la presse les usages du terme « antimondialisation » (ou « altermondialisation »), puis des termes « société civile internationale » (ou « société civile mondiale ») ; enfin, il s'agissait de rechercher les usages dit parallèles, c'est à dire les articles dans lesquels les deux notions apparaissaient. La seconde phase, qualitative, consistait, quant à elle, à entrer dans le texte afin d'analyser l'articulation des deux notions. Le corpus allemand comprend les quotidiens *Die Zeit* et *Die Welt* et l'hebdomadaire *FAZ*. Le corpus français comprend quant à lui les quotidiens *Le Monde*, *Le Figaro* et *L'Humanité* et l'hebdomadaire *Le Point*. Le choix du corpus s'explique par la volonté de varier à la fois les lignes éditoriales et les rythmes de parution qui caractérisent les titres de presse. La perspective comparative France/Allemagne vise quant à elle à évaluer le poids du prisme national sur le traitement d'une société civile dite mondiale.

### L'antimondialisation comme label

#### Question de dénomination

La perspective comparative franco-allemande encourage à un rapide préalable quant à la dénomination de la sphère militante ici évoquée. Bien que la presse française s'accorde à faire de Seattle la naissance de l'antimondialisation, le terme « anti-OMC » reste largement le plus fréquemment utilisé lors du récit du contre-sommet de Seattle. L'usage du terme « anti-OMC » illustre le fait que la presse, qui ne dispose alors d'aucun recul sur l'événement, inscrit la protestation dans le seul cadre de son opposition à l'institution internationale. C'est quelques semaines après, au début de l'année 2000, que se généralise le terme d'« antimondialisation » et qu'avec son usage s'impose l'idée d'un nouveau mouvement global qui dépasse le cadre de l'opposition à la seule Organisation mondiale du commerce. À la fin de l'année 2001, les attentats du 11 septembre encouragent les militants à proposer une nouvelle dénomination : « altermondialisation ». Issue du monde militant, cette proposition est très vite assimilée et relayée par les discours de presse. Remarquons que l'existence du terme « altermondialisation » est

spécifique aux langues latines – « *movimiento altermundialista* » en italien, « *movimiento altermundialista* » en espagnol, par exemple. Selon les explications offertes par les militants eux-mêmes, le changement terminologique introduit l'idée que la majorité des organisations de la mouvance ne souhaitent pas lutter contre la mondialisation ; ils souhaitent en définir le sens, en contrôler les processus, en anticiper les enjeux sociaux, politiques et culturels.

Les possibilités de composition lexicale offertes par la langue allemande expliquent la diversité des termes à même de désigner le mouvement. La dénomination privilégiée à la suite de Seattle – „*Gegenglobalisierung*“ –, est proche de la dénomination anglo-saxonne „*antiglobalization*“ . La désignation „*Antiglobalisierung*“ n'apparaît quant à elle que depuis 2001 et reste assez rare. Notons l'usage plus régulier du terme „*Globalisierungsgegner*“ et, sans doute actuellement le plus utilisé, de „*Globalisierungskritik*“, qui peut être traduit par « mouvement critique de la mondialisation ».

#### Le label antimondialisation comme événement discursif

Avant d'évoquer l'usage que fait la presse de la notion de « société civile », revenons sur le terme « antimondialisation ». Souvent présenté seulement comme un *catch word*<sup>3</sup>, nous préférons aborder le terme « antimondialisation » et ses dérivés grammaticaux (comme les adjectifs « antimondialiste » et « altermondialiste ») comme un label au sein de l'espace des discours médiatiques. De cette manière, nous souhaitons attirer l'attention vers le pouvoir d'homogénéisation du terme « antimondialisation » ; pouvoir d'homogénéisation d'autant plus fondamental que l'antimondialisation se caractérise par l'absence d'une structure unanimement reconnue. Les sociologues et politistes évoquent en effet un « réseau de mobilisation », un « espace de mobilisation », ou encore un « champ multi-organisationnel »<sup>4</sup>. Et pourtant, malgré cette absence de structure reconnue, la mouvance altermondialiste est devenue après Seattle rapidement identifiable. C'est que l'apparition du label a constitué un événement discursif :

- d'une part, le label « antimondialisation » a donc permis, dans les médias, la constitution d'un acteur collectif symbolique et sa reconnaissance par le public. C'est le pouvoir du nom qui instaure l'identité et « ancre le réel dans le symbolique»<sup>5</sup>.

3. Fouger Eddy, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris, Ellipses, 2006, p. 5.

4. Sommier Isabelle, Fillieule Olivier, Agricolansky Eric (dir.), *L'altermondialisme en France. Longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 20.

5. Lamizet Bernard, *Politique et identité*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2002, p. 59.

- d'autre part, il a encouragé une inter-événemantalité en permettant d'aborder des actions singulières comme faisant partie d'un processus collectif et homogène de protestation (construit autour de la dénonciation des effets néfastes de la mondialisation). C'est cette inter-événemantalité qui permet aujourd'hui aux médias de dresser régulièrement un historique des mouvements antimondialistes.
- enfin, et cela illustre la dimension événementielle du label, il a entraîné une réinterprétation ou, du moins, une réévaluation de faits passés. C'est la dimension rétroactive du label : ainsi, il est rétrospectivement appliqué par beaucoup aux révoltes des zapatistes du Chiapas, appliqué également par certains aux grèves françaises de décembre 1995.

### Les mouvements antimondialistes : 'porte-parole de la société civile mondiale' ?

L'analyse de contenu<sup>6</sup>, comme analyse systématique d'un corpus, aujourd'hui largement favorisée par la numérisation des archives, peut offrir une première méthode d'approche des articles. Ainsi, pour le corpus français et allemand, ont été recherché l'ensemble des articles, parus entre 1998 et 2007, dans lesquels figurent les termes « antimondialisation » d'une part, « société civile », « société civile mondiale » et « société civile internationale » d'autre part. Les résultats mettent en valeur des pics de visibilité discursive communs et des tendances générales convergentes dans l'usage des deux notions. Autrement dit, quand les journalistes évoquent les événements antimondialisation, le recours aux notions de société civile, de société civile mondiale ou encore de société civile internationale augmente largement. Notons que, sans surprise, ces pics de visibilité communs correspondent à l'organisation des sommets, contre-sommets et forums par les militants illustrant ainsi la dynamique événementielle de la couverture médiatique.

Le label « antimondialisation » ne profite encore d'aucune visibilité lors du contre-sommet de Seattle. C'est le terme « anti-OMC » qui est alors largement privilégié : « le combat des anti-OMC », « le sommet anti-OMC » par exemple pour *Le Monde*. La diversité des organisations rassemblées encourage néanmoins rapidement la presse à mobiliser le concept de « société civile ». Le 2 décembre, *L'Humanité* titre ainsi sur « Le réveil de la société civile ».

6.- Bardin, Laurence, *L'analyse de contenu*, PUF, Paris, 1977.

### *Un usage essentialiste de la notion*

Si elle est l'objet de nombreux débats dans le milieu scientifique, la notion de « société civile » n'est que très rarement interrogée dans la presse française et allemande. Son usage est fréquent mais il n'est pas à la source d'un métadiscours au sein duquel les journalistes s'interrogeraient sur la portée et la pertinence de la notion. Contrairement à la notion d'« antimondialisation », l'usage de « société civile (mondiale) » est donc très rarement accompagné d'éléments métalinguistiques destinés à rendre compte de la difficulté de nommer le phénomène. Même les guillemets – indices de la non-transparence des mots – (ou d'une prise de distance critique) ne sont que rarement utilisés. Cet usage tout à fait essentialiste de la notion de « société civile mondiale » contribue à la fonction performatrice du discours. Parler de la société civile sans en interroger les fondements, c'est la faire exister au sein de l'espace social et politique. Sous l'affirmation descriptive, se cache ainsi l'affirmation performatrice<sup>7</sup>. Si la presse fait de la « société civile mondiale » un concept qui s'impose par son évidence, c'est à l'analyste de s'interroger sur le contenu accordé par la presse à la notion et ses conditions de possibilité. Autrement dit, qu'est ce que la société civile (mondiale) dans les discours de presse ? Et quel rôle lui accorde la presse ?

### *La mobilisation d'un espace démocratique à l'échelle mondiale*

Il paraît difficile de nier l'évolution actuelle du contexte de l'activité politique. Les nations, les peuples, les mouvements sociaux sont aujourd'hui reliés par des communications d'un nouveau genre, rendues possibles notamment par le développement des technologies de l'information et de la communication. Pour reprendre David Held, disons que « la relation étroite entre lieu physique, situation sociale et activité politique a été brisée ; les systèmes de communication d'aujourd'hui créent de nouvelles façons de comprendre la politique » qui aboutissent à l'émergence de « l'idée d'une politique planétaire<sup>8</sup> » et aux questionnements liés à la gouvernance du monde. C'est dans ce contexte que la presse mobilise la référence à la société civile mondiale. Ces transformations des frontières du politique s'accompagnent du développement à l'international de plusieurs autres notions jusqu'alors mobilisées par la presse française et allemande dans le seul cadre national, parfois européen. La notion de citoyenneté, par exemple, jusqu'alors inscrite dans la référence au territoire et à la communauté nationale, est inscrite dans « les nouvelles dimensions de l'espace politique

7- Austin John Langshaw, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, (coll. Points essais), 1991.

8- Held David, *Un nouveau contrat mondial. Pour une gouvernance social-démocrate*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Nouveaux débats), 2005, p. 138.

et de la communication<sup>9</sup> ». *L'Humanité* avance ainsi que « les citoyens du monde s'invitent à l'OMC » ou encore que « le nouveau cycle s'engage dans un climat de vigilance accrue de la part des citoyens du monde ». De la même manière, le concept d'opinion publique, déjà très discuté dans son ancrage national, est élargi au cadre international. *Le Monde*, lui aussi, précise ainsi que « l'opinion publique mondiale s'invite à l'OMC ».

La dynamique événementielle qui caractérise le traitement par la presse de l'antimondialisation relaie l'idée d'une scène politique internationale en diffusant l'illusion d'une culture politique commune (agenda et répertoire d'action commune le temps des sommets, contre-sommets et autres forums). « Fille de la mondialisation et de la fin de la guerre froide<sup>10</sup> », la société civile internationale illustrerait donc l'institutionnalisation progressive d'une scène politique mondiale sur laquelle l'intérêt général serait discuté raisonnablement.

#### *La construction médiatique de la société civile comme acteur de la scène internationale*

Ce que révèle l'analyse des discours de presse est, par ailleurs, la constitution de la société civile non comme un espace de délibération (une conception proche de celle d'Habermas pour qui la société civile apparaît comme une périphérie de l'espace public<sup>11</sup>) mais comme une entité agissante. Autrement dit, la presse, adoptant « une figure anthropomorphique<sup>12</sup> » de la société civile internationale, en fait un acteur à part entière de la scène internationale. La dialectique qui s'instaure entre les mouvements antimondialistes et les organisations qu'ils contestent lors des contre-sommets offre à la presse une opportunité de mise en scène du conflit, de mise en récit de l'action de la société civile. Alors définie par le rapport d'opposition qu'elle entretient avec les organismes internationaux (l'OMC à Seattle), la société civile mondiale s'inscrit dans un schéma actanciel<sup>13</sup> au sein duquel l'anti-sujet est donc un acteur, une organisation, une institution internationale. Dans ce schéma, initié par la sphère militante

9.- Lamizet Bernard, « La construction médiatisée des acteurs politiques. Pour une critique renouvelée de la raison publique » dans *La communication politique*, Dragan Ion (dir.), Paris, L'harmattan (coll. Communication), 1999, p. 273.

10.- Cohen Samy, *La résistance des États. Les démocraties face aux défis de la mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil (coll. L'épreuve des faits), 2003.

11.- Habermas Jürgen, « Le rôle de la société civile et de l'espace politique » [chap. VIII], dans *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard (coll. Essais), 1992 p. 355-414.

12.- Pouigny Béatrice, « Une société civile internationale ? », *Critique internationale*, n°13, 2001, p. 120.

13.- Greimas Algirdas Julien, *Du sens. Essais sémiotique*, Paris, Seuil, 1970.

et largement relayé par la presse, la société civile mondiale possède les caractéristiques d'un *vouloir, pouvoir et savoir/faire* ; elle est également capable de performance. Exemples :

- « les réunions auront lieu sous la haute surveillance de la société civile » [savoir faire] ;
- « [les dirigeants de l'OMC] devront à l'avenir prendre en compte l'émergence de cette société civile mondiale qui n'entend pas baisser les bras et qui entend poursuivre son action contre la mondialisation », *Les Échos*, 30 novembre 1999 [vouloir faire] ;
- « Die Mitspieler aus der Zivilgesellschaft haben in Seattle zum Beispiel den Anspruch erhoben, in der Welthandelsorganisation gehört zu werden » [À Seattle, les partenaires de la société civile ont demandé à être entendus au sein de l'OMC], *Die Zeit*, n°50, 1999 [vouloir faire] ;
- « la société civile a enfoncé les portes de l'OMC » *Les Echos*, 6 décembre, 1999 [performance] ;
- « la victoire de la société civile sur les bureaucrates » & « La victoire de Seattle » [titre de l'éditorial], *Le Monde*, 5/6 décembre 1999, [performance].

Remarquons que ce schéma actanciel, appliqué *a posteriori* aux événements de Seattle dans le cas allemand, a largement contribué au mythe originel de « la victoire de Seattle » et à l'instauration d'un récit médiatique de l'antimondialisation. En France et en Allemagne, la presse inscrit donc la référence à la société civile, souvent qualifiée de mondiale ou d'internationale, au cœur de son traitement de l'antimondialisation. La société civile est configurée dans les médias comme un macro-sujet à même de répondre aux défis lancés par les nouvelles dimensions de l'espace politique. La presse semblerait alors répondre au nouvel impératif qu'impose la mondialisation aux médias, et identifié par Bernard Lamizet :

Les médias ont, sans doute, davantage, aujourd'hui, à construire de nouvelles solidarités qu'à structurer des identités. En effet, la croissance des relations d'interdépendance entre les pays et entre les peuples amène à repenser l'internationalisation des rapports sociaux en termes de solidarité et d'apports mutuels, plutôt qu'en termes de défense farouche des indépendances et des traditions culturelles<sup>14</sup>.

Autrement dit, à travers leur capacité à diffuser l'information nécessaire à la reconnaissance des acteurs du politique, la presse contribuerait à

14.- Lamizet Bernard, « La construction médiatisée des acteurs politiques.... » (note 9), p. 273.

l'émergence d'une société civile internationale illustrant l'apparition d'une sensibilité politique mondiale.

### Le traitement de l'antimondialisation par la presse : une illustration des limites du concept de société civile internationale

#### *La société civile idéale*

L'existence d'une société civile internationale impliquerait en théorie une arène de délibération commune, un agenda partagé, des représentants reconnus comme tels, etc. Elle impliquerait le développement de l'idéal habermassien d'*espace public* et de *délibération* à l'échelle planétaire. La dynamique événementielle de la visibilité offerte à l'antimondialisation par la presse participe à une telle illusion. En effet, en ne traitant que des rassemblements, la presse contribue à l'illusion d'une arène commune au sein de laquelle se retrouverait l'ensemble des personnes, organismes et institutions se réclamant de l'antimondialisation. Cette illusion contribue à effacer les rapports de force et les profondes divergences idéologiques au profit d'une unification apparente et très provisoire des enjeux. Puisque l'acte de nommer relève d'un processus constructiviste qui offre une existence à une réalité qui en était dépourvue, les discours de presse, par le seul fait de s'en référer, offrirait une existence à la société civile internationale.

#### *Le biais occidental*

L'analyse des discours de presse démontre pourtant que le traitement même du phénomène antimondialisation est déformé par le biais occidental du concept de *société civile internationale* et d'*intérêt général*. La société civile évoquée par la presse est bel et bien occidentale avant d'être mondiale. Ainsi, l'espace énonciatif ouvert par la presse lors des événements d'antimondialisation ne laisse aucune place aux interlocuteurs (experts, membres d'ONG, hommes et femmes politiques...) qui ne sont pas issus de l'espace européen ou nord-américain. Ce verrouillage énonciatif conduit naturellement à orienter l'interprétation médiatique des rassemblements militants.

Par ailleurs, le critère de proximité qui pèse généralement sur l'agenda médiatique a cours dans le traitement des mouvements antimondialistes ; et les sommets, contre-sommets et forums européens ou américains (contre-sommet de Seattle en 1999, de Gênes en 2001, Forum social européen de Florence en 2002, de Paris en 2003, etc.) profitent d'une visibilité sans

commune mesure avec les événements organisés sur les continents africains ou asiatiques. À titre d'exemple, l'année 2002 est marquée par l'organisation du premier Forum social européen à Florence et du premier Forum social africain à Bamako : alors que le premier est largement traité aussi bien en France qu'en Allemagne (8 articles pour *Libération*, 4 pour *Le Figaro*, plus de 30 pour *L'Humanité* qui participe au Forum ; 2 articles pour *Die Zeit*, 4 pour la *FAZ* et 3 pour *Die Welt*), le second ne profite d'aucune visibilité (aucun article dans les six journaux précités mis à part quelques brèves se limitant à annoncer les dates du Forum).

#### *Le biais national*

Par ailleurs, la perspective comparative Allemagne/France illustre la manière dont le cadre national peut également peser sur le traitement médiatique de la société civile dite internationale. Certes, les discours de presse en France et en Allemagne s'accordent sur quelques interlocuteurs communs considérés comme légitimes. Ainsi, l'association ATTAC ou José Bové de la Confédération paysanne constituent des deux côtés du Rhin des interlocuteurs pertinents et mobilisables dans le traitement de l'antimondialisation. Néanmoins, l'appropriation nationale des événements antimondialistes reste encore aisément identifiable. Dans le cas français, elle est régulièrement illustrée par l'application du cadre de la politique institutionnelle nationale aux événements antimondialistes. Le meilleur exemple est le traitement du 2<sup>e</sup> Forum social mondial de Porto Alegre qui a lieu quelques semaines avant les élections présidentielles de 2002 pour lequel *Le Figaro* titre :

« Tous en campagne à Porto Alegre » [25 janvier 2002]

ou encore « Samba électorale pour la gauche française » [31 janvier 2002].

L'interprétation de l'événement mondial que constitue le FSM est ainsi réduite à une lecture largement centrée sur l'agenda politique français. De la même manière, le contre-sommet du G8 qui se déroule en Allemagne (Heiligendamm) en 2007 est traité par la presse allemande à travers le prisme de la sécurité qu'active la polémique très nationale des « échantillons olfactifs » (Geruchsprobe : une ancienne méthode de la Stasi en ex-RDA que l'on envisageait alors de réactiver dans le cadre du contrôle des militants). Une très bonne illustration est fournie par *Die Welt* et son article „Empörung

über Stasi-Methoden der Polizei<sup>15</sup> [« Indignation autour des méthodes policières héritées de la Stasi »] du 23 mai 2007.

Ainsi, il semble que la presse ait pu percevoir les événements antimondialistes comme des opportunités événementielles pour traiter de thématiques finalement propres à l'espace national. À la suite de Jocelyne Arquembourg, nous estimons ainsi que nous assistons aujourd'hui dans les médias à « une hybridation complexe au niveau de l'interprétation des événements en tant qu'ils impliquent à la fois des cadres d'interprétation culturellement situés et des valeurs qui s'imposent par leur universalisme<sup>16</sup> [ici, les valeurs démocratiques]».

### Le 11 septembre et ses effets sur le traitement médiatique de l'antimondialisation

#### Violence et antimondialisation

L'association société civile internationale/ antimondialisation subit de plein fouet les violences de Gênes puis celles des attentats du 11 septembre 2001. Les violences de Gênes et les débats qu'elles provoquent illustrent les profonds clivages qui existent au sein de l'antimondialisation entre radicaux et réformistes. Ensuite, le 11 septembre instaure une remise en question publique forte de la dimension anti-impérialiste d'une partie des mouvements antimondialistes. Ainsi, au sein de ses discours, une partie de la presse va laisser l'espace nécessaire à l'amalgame entre militants antimondialistes et terroristes. Ce dernier se montre le plus souvent d'une façon indirecte, c'est-à-dire à travers le recours à des énonciateurs secondaires (experts, hommes politiques...). En Europe, cet amalgame se retrouve principalement dans la presse espagnole puisqu'il y est favorisé par la présence lors des événements antimondialistes, dès 2000, des indépendantistes basques. On trouve néanmoins facilement des traces de cet amalgame dans l'immédiat après-11 septembre dans la presse allemande et française :

- « Ich habe die Sorge, dass sich mit dem islamistischen Extremismus und Terrorismus jetzt der zivilisationsfeindliche, ablehnende Teil verbindet, auch Globalisierungsgegner mit Gewaltbereitschaft » [J'ai peur que les ennemis de la civilisation, la partie opposante, se lient à

15.- Article disponible en ligne :  
[http://www.welt.de/politik/article890554/Empoerung\\_ueber\\_Stasi-Methoden\\_der\\_Polizei.html](http://www.welt.de/politik/article890554/Empoerung_ueber_Stasi-Methoden_der_Polizei.html)

16.- Arquembourg Jocelyne, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale », *Hermès*, n°46, 2006, p.18.

l'extrémisme islamiste et au terrorisme ; de même, avec propension à la violence, les opposants à la mondialisation], interview de Jörg Schönbohm, *Die Zeit*, septembre 2001 ;

- « En s'attaquant à un tel symbole [les Twin Towers], les terroristes rejoignent le discours des antimondialisations dont la parole est devenue omniprésente », *Le Figaro*, 13 septembre 2001 ;
- « Les primates vociférateurs et casseurs de l'antimondialisation, en déshérence de maoïsme s'en prennent en réalité à l'Amérique, symbole du capitalisme », *Le Point*, 14 septembre 2001.

#### Terrorisme et antimondialisation

L'amalgame s'appuie principalement sur l'idée qu'il existe un lien entre les objectifs des terroristes et ceux des opposants anti-impérialistes à la mondialisation. D'autres similitudes sont relevées : leur commune organisation en réseaux (favorisée par l'usage des nouvelles technologies) et l'échelle internationale au sein de laquelle terroristes et militants antimondialistes inscrivent leurs activités. C'est néanmoins faire peu de cas de l'immense différence qui oppose le répertoire d'action des uns et des autres : si l'un répond à une stratégie symbolique de construction de cause rythmée par un agenda politique connu, l'autre vise la mort « par surprise » et la fin de l'idéal démocratique occidental. Cet amalgame s'inscrit parfaitement dans une tendance observable depuis le 11 septembre (mais déjà pressentie auparavant) : le développement d'une pensée « manichéenne »<sup>17</sup> pesant sur une conception limitée du monde politique et économique et largement inspirée par l'interprétation américaine du monde. Cette pensée met à mal les idées de solidarité (notamment Nord/Sud) et de sensibilité mondiale qui émergeraient d'une société civile internationale au profit d'un retour sur le devant de la scène idéologique de l'idée de choc des civilisations. Ainsi, dans l'après-11 septembre, la fréquence d'usage de la notion de « société civile internationale » et de « société civile mondiale » baisse aussi bien dans les discours de presse français qu'allemands, illustrant une défaillance provisoire de l'idée d'une société civile mondiale que les rassemblements antimondialisation avaient (re-) lancée. Contrairement aux mobilisations collectives traditionnelles, jusqu'au 11 septembre, traiter des revendications du mouvement antimondialiste n'imposait pas de se situer au sein de l'opposition gauche/droite habituelle des espaces politiques français et allemand. C'est ce consensus sur les valeurs prônées par l'altermondialisation

17.- Niemeyer, Katharina, *Die Mediasphären des Terrorismus – Eine mediologische Betrachtung des 11. September*, Avinus, Berlin, 2006.

qui favorisait l'association du mouvement à la société civile comme nouvel acteur politique mondial. Le 11 septembre repolitise l'ensemble des enjeux soulevés par le mouvement : dès lors, l'altermondialisation ne peut plus être perçue dans les discours de presse comme un espace de célébration de la solidarité mondiale et de l'engagement citoyen.

### Conclusion

Cette étude montre ainsi que, au sein des discours de presse français et allemands, la notion de « société civile internationale (ou mondiale) » relève avant tout d'une construction discursive propre à mobiliser un nouvel imaginaire démocratique inscrit à l'échelle mondiale. L'évocation de cette société civile internationale s'inscrit dans la problématique contemporaine de la gouvernance mondiale et de la place que l'on réserve à des citoyens dont le sentiment est de perdre peu à peu toute prise sur le fait politique. Il s'agit, en quelque sorte, de répondre aux nouvelles exigences démocratiques liées à un monde dans lequel les échanges et les activités politiques, économiques et culturelles dépassent souvent le cadre national. Jusqu'aux attentats du 11 septembre, l'émergence d'une société civile mondiale est traitée comme l'indice d'une réappropriation citoyenne de l'historicité telle que la définit Alain Touraine. Au sein du récit de presse, on passe alors d'une conception en termes de processus ou d'espace de délibération à la construction d'une entité, d'un acteur de la scène internationale. Après le 11 septembre, les termes « antimondialisation » et « société civile mondiale (ou internationale) » se désolidarisent et les militants perdent la légitimité que leur offrait la référence à cette figure anthropomorphique de la société civile. Par ailleurs, nous encourageons à retenir le poids des contextes nationaux sur des événements que la presse présente pourtant d'elle-même comme l'illustration de l'émergence d'une sensibilité, ou du moins, d'une solidarité mondiale.

« Small is beautiful ».

### Le mouvement vert en Allemagne de l'Ouest entre mouvements sociaux et institutions officielles

Silke MENDE

(Université de Tübingen)

Depuis le début des années quatre-vingt et surtout depuis le tournant historique de 1989/1991, la notion et le concept de « société civile » connaissent un grand succès, et ce à la fois comme notion-clé dans les débats politiques publics et comme modèle d'interprétation scientifique<sup>1</sup>. Selon la définition de Jürgen Kocka, la « société civile » peut être décrite de trois façons : « premièrement comme un type d'action sociale, deuxièmement comme un espace intermédiaire entre l'économie, l'État et la sphère privée, troisièmement comme le noyau d'un projet qui garde à ce jour des traits utopiques »<sup>2</sup>. Quelle que soit la perspective choisie, la « société civile » est donc un concept connoté positivement qui croise des éléments normatifs et analytiques. Cela le place au même niveau que d'autres modèles d'interprétation efficaces auxquels l'historiographie recourt notamment pour analyser les sociétés industrielles de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. On peut citer le paradigme de la « libéralisation » ou encore celui de l'« occidentalisation » (*Westernisierung*), qui sont étroitement liés, de même que le modèle d'interprétation de la « société civile », à certaines théories de la modernisation<sup>3</sup>.

1.– Sur le succès du concept de « société civile », voir Kocka Jürgen, « *Zivilgesellschaft in historischer Perspektive* », dans *Zivilgesellschaft als Geschichte. Studien zum 19. und 20. Jahrhundert*, Jessen Ralph, Reichardt Sven (dir.), Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2004, p. 30-32 ; Adloff Frank, *Zivilgesellschaft. Theorie und politische Praxis*, Francfort/Main, New York, Campus Verlag, 2005, p. 7-16.

2.– Kocka, « *Zivilgesellschaft* », 2004, p. 32.

3.– Herbert Ulrich (dir.), *Wandlungsprozesse in Westdeutschland. Belastung, Integration, Liberalisierung 1945-1980*, Göttingen, Wallstein, 2002 ; Doering-Manteuffel Anselm, *Wie*